

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



COMPTE RENDU D'AUDIENCE DE CONCILIATION ET CONTENTIEUSE DU 28 JANVIER 2025

Président : Almou Gondah

Juges Consulaires : Ibba Ahmed

Seybou Soumaila

Greffière : Abdou Nafissatou

Greffière : Abdou Nafissatou

DEFENDEUR(S)

 N_{\circ}

RG

CONCILIATION

And the state of t

RESULTATS

CONCILIATION

			AFFAIRES	
01	18/25	Thabit Enginering SARLU	China Shandong International Niger Co.ltd	Renvoie au 04 février 2025 pour transaction
02	02/25	Counterpart International	Imprimerie IMBA	Renvoie devant le Juge conciliateur Kolo Boukar
03	31/25	Bureau Nigérien du Droit d'auteur	Radio Télévision Liptako	 Constate l'échec de la tentative de conciliation, Constate que le dossier n'est pas en d'être jugé,
				- Renvoie devant nous Almou Gondah pour la mise en
				état.
			COMPENSATION OF THE VIDE OF THE LEGISLAND OF THE LEGISLAN	

05/02/2025 pour Niger Télécom	Renvoie au 05/02/2025 poi	Société Niger Télécom	Hamani Himou Kassoum dit Jhonel	537/24	03
COMPANY OF THE PARTY OF THE PAR	Délibéré au 19/02/2025	Abdoul Aziz Mossi	Mr Amadou Foumakove Gado	589/24	02
RE RE	Délibéré au 19/02/2025	Société Star Oil Niger	625/24 Succession de Feu N'Gode Amadou	625/24	01
AUGUST TO STATE OF THE STATE OF	CONTENTIEUX (AFFAIRES DU JOUR)	CONTENTIEUX			
	état.				



Délibéré au 19/02/2025



		Mallan		
05	33/25	33/25 Mr Boubacar Ide	Mr Alio Aboubacar Ibrahim	Renvoie au 04/02/2025 pour le défendeur
06	416/24	416/24 BAGRI	Coris Bank International cote d'Ivoire Délibéré au	Délibéré au 19/02/2025
07	566/24	566/24 Société Propriétaire et Etat du Niger	Etat du Niger	Délibéré au 19/02/2025

Oaweye AFFAIRES EN DELIBÉRÉ 01 605/24 Maiga Seydou SONIBANK Délibéré proro		SONIBANK
---	--	----------

01	605/24	605/24 Maiga Seydou Kaoucen	SONIBANK	Délibéré prorogé à l'audience du 04/02/2025
02	569/24	569/24 Oumarou Abdou	Société AMANA Transfert et Finance	Société AMANA Transfert et Finance Délibéré prorogé à l'audience du 04/02/2025
03	543/24	•	Atlantique Albarka Business Transport	
		Niger S.A		To Tribuno



Le Tribunal

04

498/24

SONIBANK

Ango Boubacar

Statuant publiquement contradictoirement en matière commerciale en premier ressort;

- Reçoit l'exception de nullité, d'irrecevabilité et de prescription soulevées par Monsieur ANGO Boubacar en la forme ;
- Au fond, rejette toutes les exceptions soulevées par Monsieur ANGO Boubacar comme étant mal fondées;
- Reçoit la SONIBANK en son action comme régulière en la forme;





- Condamne Monsieur ANGO Boubacar à payer à la SONIBANK S.A. la somme de 154.860.626 FCFA;

-Le condamne en outre à payer à la SONIBANK S.A. la somme de 15.486.062 FCFA au titre des frais irrépétibles ;

 Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision nonobstant toute voie de recours;

- Condamne Monsieur ANGO Boubacar aux entiers dépens;
Notifie aux parties qu'elles disposent de huit (08) jours à
compter du prononcé de la présente décision pour interjeter
appel par déclaration écrite ou orale ou par voic d'huissier au
greffe du Tribunal de céans.

Entreprise Individuelle I. Kada

05

Entreprise

Individuelle SAB

Le Greffier 8000 Chei

Le Tribunal

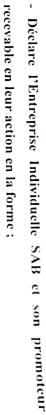
Statuant publiquement contradictoirement en matière commerciale en premier et dernier ressort;

- Déclare recevable en la forme, l'exception d'irrecevabilité pour chose jugée, la demande d'expertise et la demande reconventionnelle de l'Entreprise I-KADA et son promoteur ALI IBRAHIM KADA OULD;
- Au fond, rejette l'exception d'irrecevabilité et les demandes de l'Entreprise I-KADA et son promoteur ALI IBRAHIM KADA OULD comme étant mal fondées;

Page 3 sur 6







- Condamne l'Entreprise I-KADA et son promoteur Monsieur ALI IBRAHIM KADA OULD, à payer à Monsieur SIDI AHMED BILID, promoteur de l'Entreprise Individuelle SAB. la somme de Francs CFA cinquante millions (50.000.000) représentant le montant d'avance qu'il lui a versé;
- Les condamne en outre au paiement des sommes de Francs CFA un million (1.000.000) à titre de dommages et intérêts pour résistance abusive et un million (1.000.000) pour les frais irrépétibles;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit au regard de l'article
 51 alinéa 1 de la loi sur les Tribunaux de Commerce;
- Condamne l'Entreprise I-KADA et son promoteur Monsieur ALI IBRAHIM KADA OULD aux dépens;
- 1) Avise les parties qu'elles disposent du délai d'un (01) mois, à compter de la signification du présent jugement pour former pourvoi devant la cour de cassation par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.





TRIBUNAL DE COMMERCE DE MAMEY COUR D'APPEL DE NIAMEY

REPUBLIQUE DU NIGER



2) Avise les parties qu'elles disposent de 02 mois à compter pour se pourvoir devant la CCJA par dépôt d'acte au greffe de la CCJA. de la signification ou notification de la présente décision

846/24 Koris Bank International

90

Autorité du Bassin du Niger



07 529/24 Oriba Petrolium

Société Gortsala SARL

Le tribunal,

commerciale en premier ressort; Statuant publiquement, contradictoirement, en matière

- de procédure pénale; justice définitive au pénale en application de l'article 4 du code - Sursoit à statuer jusqu'à l'intervention d'une décision de
- Réserve les dépens.

greffe du Tribunal de céans appel par déclaration écrite ou orale ou par voie d'huissier au compter du prononcé de la présente décision pour interjeter Notifie aux parties qu'elles disposent de huit (08) jours à

Le Tribunal,

ORIBA PETROLEUM et par défaut contre la société Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de dernier ressort; GORTSALA SARL, en matière commerciale en premier et en

PETROLUM comme régulière à la forme; Déclare recevable l'action introduite par la société ORIBA





- Condamne la société GORTSALA à lui verser la somme de 19

961 873 francs CFA;

- Rejette la demande de porter la somme au taux d'intérêt légal;
- Condamne en outre la société GORTSALA SARL à lui payer la somme de 1 .000.000 F CFA à titre de dommage et intérêts pour retard dans le paiement et 1.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles ;
- Dit que l'exécution provisoire de la décision est de droit ;
- Condamne la société GORTSALA SARL aux dépens ;

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la cour de cassation à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Avis d'opposition: la partie condamnée par défaut a huit (08) jours à compter de la signification de la présente décision pour former opposition par déclaration écrite ou orale ou par voie d'huissier au greffe du tribunal de céans;



